

Transports, comptable à la Chambre de l'activité de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Est-il en mesure de nous renseigner sur la possibilité de l'ouverture d'une nouvelle mine au Cap-Breton avec l'aide financière de l'Office d'expansion économique de la région atlantique?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il serait préférable, à mon avis, d'attendre que mon honorable ami le ministre des Mines soit en mesure de fournir une réponse détaillée à cette question.

(Texte)

A PROPOS DES RÉGIONS DÉSIGNÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie.

A plusieurs reprises, l'an dernier, j'ai posé cette question. On m'a toujours répondu que c'était à l'étude.

L'honorable ministre peut-il nous dire si l'étude en est terminée et s'il pourra bientôt nous informer des nouvelles régions désignées qui bénéficieront d'une aide économique dans la province de Québec et au Canada?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, pendant les vacances de Noël cette étude s'est poursuivie. Je regrette qu'elle ne soit pas tout à fait terminée, mais j'espère être bientôt en état d'annoncer un nouveau programme.

(Traduction)

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Puis-je demander au ministre si la formule à utiliser sera aussi annoncée à la Chambre avant la désignation de ces régions? Je suppose que le ministre n'utilisera pas la même formule que l'année dernière.

L'hon. M. Drury: Tout changement des formules s'ajoutant à toute modification possible du programme seront annoncés à la Chambre avant d'être mis en application.

(Texte)

LE NORD CANADIEN

ADMINISTRATION DES AFFAIRES ESQUIMAUTES PAR LE QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Louis-Joseph Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Nord canadien et des Ressources nationales.

Y a-t-il eu entente entre le gouvernement fédéral et le premier ministre de la province de Québec au sujet du transfert de «juridiction» des affaires esquimaudes à la province de Québec?

(Traduction)

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Non, monsieur l'Orateur.

(Plus tard)

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales. Comme les résidents de Churchill (Manitoba) s'inquiètent, parce qu'ils ne savent pas si le programme d'enseignement, administré par le ministère du Nord canadien pour les enfants esquimaux, se poursuivra, le ministre songe-t-il à faire prochainement une déclaration pour dissiper un peu ces inquiétudes? La rumeur court dans cette ville qu'il s'agirait d'un court programme d'essai.

L'hon. M. Laing: Oui, monsieur l'Orateur, je ferai une déclaration.

(Texte)

LES TRANSPORTS

ON DEMANDE SI LA COMMISSION THOMPSON SERA ABOLIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Le ministre des Transports a-t-il l'intention de se rendre à la demande du premier ministre Jean Lesage, de la province de Québec, d'abolir la commission Thompson?

(Traduction)

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il serait souhaitable de déposer en temps utile sur le bureau de la Chambre la correspondance relative à cette question.

LES PÊCHERIES

COLOMBIE-BRITANNIQUE—RESTRICTION DES PERMIS COMMERCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): J'aimerais poser une question au ministre des Pêcheries. A-t-on correctement cité ses paroles quand on a dit qu'il avait annoncé, au cours d'un voyage en Colombie-Britannique, que le gouvernement avait l'intention d'instaurer des limites aux permis commerciaux?